

mocratiques. Les hommes qui défendent l'état actuel des choses éprouvent tout autant de sympathie pour la classe pauvre que les partisans *du laissez-passer*. Seulement ils pensent mieux comprendre ses véritables intérêts de bien-être et de prospérité.

Ils pensent que si vous veniez à ruiner l'agriculteur, vous n'enrichiriez ni le vigneron, ni l'ouvrier des villes qui vit en fabriquant les produits industriels ; car de toutes les industries, celle dont la prospérité ou la gêne réagissent le plus puissamment sur toutes les autres, c'est l'industrie agricole, parce que la masse des consommateurs qu'elle offre à leurs produits, forme plus des trois quarts de la population nationale.

Ils pensent enfin qu'il y a une impérieuse nécessité à conserver à notre sol la faculté de produire sa viande et son pain, si nous voulons continuer à exister comme nation. Car si nous tirions encore de l'étranger les bestiaux et les céréales, comme nous en tirons déjà les chevaux pour les remotes de notre cavalerie, nous serions à la merci de l'étranger qui n'aurait qu'à fermer ses frontières pour nous mettre dans l'impossibilité de vivre, comme au temps de M. Thiers il nous aurait presque mis par ses mesures douanières à l'égard des chevaux dans l'impossibilité de nous défendre.

Certes, nous respectons profondément le génie poétique de M. de Lamartine ; mais il nous semble difficile de réunir plus de contradictions et d'erreurs en moins de mots. Aussi ne sommes-nous pas surpris du peu de succès qu'a obtenu son opinion dans le conseil général de Saône-et-Loire. Nous espérons que de mures réflexions viendront la modifier.